



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique et réglementation

Question au Gouvernement n° 3285

Texte de la question

AUTORITÉ DE L'ÉTAT

Mme la présidente. La parole est à Mme Valérie Fourneyron, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Merci de l'écouter !

Mme Valérie Fourneyron. Monsieur le Premier ministre, « malheur à quiconque prêche une morale qu'il ne pratique pas ! » disait Jean-Jacques Rousseau.

Comment ne pas penser à une telle formule en découvrant dans *Le Parisien* de ce jour la tartuferie d'un candidat à la primaire de droite qui aligne les contre-vérités et les vaines polémiques *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen)*, qui donne des leçons toutes plus creuses et irresponsables les unes que les autres sur la politique sécuritaire de la France et sur la justice alors même qu'il est l'homme qui n'a eu de cesse d'affaiblir les forces de l'ordre et de museler l'indépendance de la justice ?

M. Sylvain Berrios. C'est pas comme Lucette !

Mme Valérie Fourneyron. Faut-il rappeler dans cet hémicycle qu'entre 2007 et 2012 la majorité précédente a détruit 13 700 postes au sein des forces de l'ordre ?

Faut-il rappeler les dégâts de la révision générale des politiques publiques, laquelle a provoqué l'effondrement des crédits de fonctionnement et d'équipement ?

Faut-il rappeler ce triste bilan et cette politique de surenchère qui se payait de mots et ne produisait aucun résultat ?

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Rendez-nous Lucette !

Mme Valérie Fourneyron. Mais les faits sont têtus.

C'est ce Gouvernement qui a doté nos forces d'une législation moderne, dans le respect de l'État de droit, pour faire face aux terroristes !

C'est ce Gouvernement qui a mis en place l'interdiction de sortie du territoire pour les candidats au djihad !

C'est ce Gouvernement qui expulse les prédicateurs de haine et déchoit de la nationalité les personnes

coupables de crime de terrorisme !

C'est ce Gouvernement qui, avec Bernard Cazeneuve, a augmenté le nombre de postes de policiers et de magistrats et qui vient de débloquer 16,6 millions pour renforcer l'armement et les équipements des forces anti-criminalité de la police et de la gendarmerie exposées dans la lutte contre la délinquance !

Il y a ceux qui polémiquent après avoir détruit et ceux qui agissent après avoir reconstruit !

Cette majorité a restauré le bon fonctionnement de nos forces de l'ordre et témoigne une confiance inébranlable aux policiers et aux gendarmes qu'elle conforte dans la conduite de leurs missions au service des Français. Elle respecte l'indépendance de la justice.

Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous préciser ce qui a été fait dans ces différents domaines et ce que vous comptez encore faire ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Mme la présidente. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Madame la présidente, madame la ministre Valérie Fourneyron, je sais que nous approchons d'une échéance électorale importante, vous l'avez dit.

Comme vous tous, je sais que cette élection est la dernière avant l'élection présidentielle et, faut-il le souligner, avant la primaire organisée par l'opposition.

M. Guy Geoffroy. Et la vôtre !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Vous avez raison : cela n'autorise pas tout et certainement pas de remettre sans cesse en cause l'autorité de l'État. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Bernard Deflesselles. Où est-elle, l'autorité de l'État ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Les Français attendent des actes de notre part mais ils attendent aussi que nous fassions preuve d'une certaine attitude et du sens des responsabilités - sûrement pas que nous nous manifestions par des cris et en lançant des invectives. Ils attendent de nous que nous fassions preuve de hauteur de vue et non que nous nous livrions à des calculs politiques. *(Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Je vous le dis clairement : remettre systématiquement en cause le travail des forces de l'ordre, celui des préfets, l'action de la justice lorsque l'on est un responsable politique, c'est tout cela qui affaiblit l'autorité de l'État, madame la députée ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

M. Michel Herbillon. Donneur de leçons !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Quand un député de la nation, la semaine dernière, parle des magistrats comme « des pervers, des psychopathes, des militants aveuglés par leur idéologie », quand un candidat à la primaire cède à la plus grande démagogie et accuse le chef de l'État d'instrumentaliser la dramatique situation de Calais pour faire le jeu du Front national, quand le soutien d'un autre candidat évoque une technique électorale, quand l'opposition n'a de cesse de remettre en cause la garde des Sceaux en instrumentalisant les chiffres de la délinquance et de la population carcérale, quand un ancien Président de la République estime – vous l'avez rappelé – que l'État n'a plus d'autorité après avoir lui-même supprimé près de 13 000 postes dans la police *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen)* et la gendarmerie de même que des centaines de postes de magistrats après avoir également lui-même affaibli l'institution judiciaire en remettant en cause plusieurs fois des décisions prises par des juges indépendants, comment voulez-vous que les Français aient confiance en la justice, dans les forces de l'ordre et dans la République ? Comment

voulez-vous qu'ils reconnaissent l'autorité de l'État quand un ancien Président de la République, l'opposition et la droite se livrent à de telles attaques contre les fondements mêmes de la République ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. - Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

C'est tout cela qui affaiblit l'autorité de l'État !

Lorsque l'on est dans l'opposition, que l'on a gouverné et que l'on aspire à gouverner à nouveau, on se comporte différemment en étant digne de la situation que connaît le pays !

Parce que l'opposition est incapable d'avoir cette attitude, parce que nous faisons face à l'extrême droite, madame la députée, c'est ce Gouvernement et cette majorité qui, avec le Président de la République, incarnent plus que jamais la République, l'autorité et l'avenir du pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur quelques bancs du groupe écologiste.*)

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Fourneyron](#)

Circonscription : Seine-Maritime (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3285

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 novembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [4 novembre 2015](#)